

« LAISSE PROSPERER NOTRE ENTREPRISE COMMUNE, LE BURUNDI »

Préambule

Le Burundi est une entreprise commune dont tous les Burundais sont des actionnaires à parts égales. C'est donc un devoir citoyen en tant qu'actionnaire que je rédige ce billet avec un et un seul objectif de « contribuer par des idées en vue d'un changement progressif, radical, rapide et positif de la gouvernance de notre entreprise commune qu'est notre Mère Patrie et atteindre dans les meilleurs délais sa prospérité souhaitée par tous les Burundais ».

D'emblée, précisons que la présente note rentre dans une série de réflexions et d'analyses, entamées depuis plusieurs années. Dans le cas qui nous concerne, le Burundi fêtera ses 58 ans d'indépendance nationale dans 10 jours, espérons-le, après la mise en place de la nouvelle direction de l'entreprise (Gouvernement) issue d'une certaine manière de la dernière assemblée générale organisée (élections) de façon peu démocratique et dont plus d'un million de membres-actionnaires de plein droit ont été contraint de ne pas y participer.

Ne pas tenir compte de la façon dont les élections se sont déroulées et la façon dont elles ont été gérées risquera de plonger l'entreprise (Burundi) dans une faillite. La seule façon de réhabiliter l'entreprise, lui éviter la faillite et la remettre sur la voie de l'efficacité et de la rentabilité est de changer de stratégies. Le Président Directeur Général (PDG), le Président de la République devra initier de nouvelles stratégies dont une démocratie inclusive, participative et développementale. Le choix de ses collaborateurs directs : Premier Ministre et Vice-président sera un indicateur important du souhait de sauvetage de l'entreprise.

Pour la bonne gouvernance du lecteur, cette analyse ne doit pas être interprétée comme une défiance ou une opposition à un parti politique ou une personnalité, mais plutôt un souhait des réformes sérieuses et bien mûries qui mettraient en avant l'intérêt général de tous les actionnaires sans distinction aucune, générations actuelles et futures comprises ; l'avenir de l'entreprise commune avec comme leitmotiv l'excellence du système de gouvernance.

Il ne s'agit donc, ni moins ni plus, d'une contribution et d'un clin d'œil au nouveau Président Directeur Général (PDG), le Président de la République Evariste Ndayishimiye afin qu'il puisse y voir clair, changer de stratégies, s'entourer d'excellents conseillers et non les Ndiyo Bwana et envisager des réformes profondes, bien pensées, réalisables et mesurables. L'heure n'est plus à la propagande électorale, ni au populisme au risque de tomber dans le piège d'une certaine idéologie qui ne reconnaît pas le bilan désastreux de ces 10 dernières années. Ce déni de la réalité est dangereux dans la mesure où on ne reconnaît pas l'état de délabrement de l'entreprise que le nouveau Président de la République hérite. La réalité est que le Burundi hérité par le nouveau PDG est dans une crise multidimensionnelle : crises politique, sécuritaire, sociale, sanitaire et économique. Au 21ème siècle, le monde est devenu un village, il est impossible de cacher ce qui se passe dans un pays, même dans le coin le plus reculé du pays.

Je voudrais déjà faire une mise au point pour moi très importante : cette analyse n'engage que son auteur. Point n'est besoin de chercher à gauche, à droite pour y déceler des visées cachées, une éventuelle institution ou organisation quelconque dont l'auteur serait membre.

Ce que je crois

Diriger un pays c'est bien comme diriger une entreprise. Un manager d'une entreprise a toujours comme ambition sa prospérité. C'est pourquoi en Occident le choix des PDG de grandes entreprises est minutieux. C'est le savoir, le savoir-faire, le savoir-vivre et le savoir-devenir qui est mis en avant dans ce choix. Raison pour laquelle ces hommes ou femmes rares sont payés des sommes faramineuses.

Un bon PDG d'une grande entreprise s'entoure d'hommes et de femmes ayant des compétences irréprochables, chacun dans son domaine d'expertise. Les collaborateurs du PDG (généralement une vingtaine) sont choisis sur base de ce qu'ils sont capables d'apporter à l'entreprise.

Le PDG ne regarde ni la couleur de la peau de son futur collaborateur, ni la dimension de ceci ou cela, ni son origine, ni sa religion, etc. Mais son savoir-faire. Après ce bon choix, le PDG définit ses propres objectifs à atteindre en une année. Il donne par la suite un message clair à ses 20 proches collaborateurs. Il met en place un système d'évaluation régulière, de contrôle et de suivi des objectifs poursuivis. Toute faille ou erreur éventuelle est corrigée tout de suite. Et parfois, le collaborateur défaillant est soit remercié ou change de poste. Les 20 proches collaborateurs choisissent à leur tour leurs propres collaborateurs, à qui ils transmettent le message du PDG ou les objectifs à atteindre en une année. Des mécanismes de contrôle et de suivi sont également mis en place. Ainsi de suite. Bien sûr, le PDG est guidé par des règles mises en place et approuvées par des actionnaires de l'entreprise qu'il doit respecter à la lettre, les faire évoluer et les adapter aux réalités du moment. C'est le conseil d'administration et les actionnaires qui approuvent la politique et les propositions du PDG.

C'est pareil pour un pays et surtout comme le Burundi où règne le désordre, aucune loi n'est respectée, la corruption et les malversations économiques sont devenues presque un mode de gouvernement, la police qui a pour mission de protéger les citoyens, les rançonne et les tue, etc.

En conséquence, le Chef de l'Etat au-delà d'un discours et des promesses dont certaines sont irréalisables, devrait choisir son équipe et organiser un véritable dialogue national pour restaurer la confiance et dégager un consensus national sur les priorités qui sont d'ailleurs connues.

Le Burundi d'aujourd'hui que le nouveau président hérite n'est pas le même que celui d'il y a 10 ans. Le Burundi est aujourd'hui dans un délabrement total. Le Burundi est fortement divisé. Les caisses de l'Etat sont vides. Beaucoup de familles se sont fortement appauvries. La pandémie du Covid-19 fait des ravages dans le pays. Le système éducatif burundais est aujourd'hui le plus médiocre du monde. La corruption et les malversations économiques ont atteint un degré qui dépasse l'entendement. Le comportement de certains éléments de la milice Imbonerakure sont inacceptables dans un pays supposé avoir des dirigeants qui se respectent. La milice Imbonerakure est devenue un Etat dans un Etat.

Les minorités tant ethniques que politiques sont au quotidien menacées tant physiquement que socialement. Il n'y a plus de sécurité pour leur bien.

La jeunesse burundaise mal formée suite à la qualité de l'enseignement qui s'est fortement détériorée est facilement manipulable et n'a plus de repères. Elle est sans avenir.

La police et le service de renseignements sont devenus des corps d'oppression du peuple. Le Burundi n'a plus véritablement une armée et une police nationale unies. Ces corps sont constitués des groupuscules d'éléments issus des anciennes forces armées burundaises souvent pourchassés, donc en danger et en insécurité permanente; des éléments issus de la rébellion du CNDD-FDD proches des leaders du parti au pouvoir; des éléments issus de la rébellion du CNDD-FDD proches des Frondeurs ou de Hussein Radjabu; des éléments issus de la rébellion du FNL-PALIPEHUTU; des éléments composés par des Imbonerakure intégrés dans les différents corps; des éléments, membres des FDLR et probablement des groupes alliés, etc.

Bref, le Président Evariste Ndayishimiye hérite d'un pays fortement à la croisée des chemins. Son discours d'investiture ne fait aucune référence à cette réelle et véritable situation gravissime depuis 2015. D'après son discours, tout est rose dans le pays de MWEZI GISABO. Et pourtant le message court de l'archevêque de Gitega, Monseigneur NTAMWANA reprend en peu de mots ce tableau sombre que je décris dans ce billet.

Le Président Evariste Ndayishimiye a du pain sur la planche et les défis sont énormes. Toutefois, s'il est bien conseillé, des atouts à exploiter ne manquent pas.

1. Malgré que les élections aient été organisées d'une façon chaotique et malgré le holdup reconnu d'ailleurs par la CENI, il peut exploiter cette fausse démocratie, AKAYIKAMISHA. Mais à entendre son discours accusant les colons après 58 ans d'indépendance et 15 ans de pouvoir du CNDD-FDD, je crains que celui qui a préparé son discours l'a inconsciemment piégé. Il a promis d'écouter, en conséquence il devrait rapidement rectifier le tir, tendre la main aux Européens et aux pays amis. Il aurait pu s'abstenir de propos frondeurs et quelque peu insultants. Pourquoi guhandwa ku rurimi, ikerenge kiriho ? Akarimi keza gacisha inka ku kiraro.

2. Il n'aura pas les mains liées par qui que ce soit s'il s'impose comme PDG qui a comme premier souci la prospérité de son entreprise qu'est le Burundi et le bien-être des actionnaires que sont les Burundais. Donc, à lui de mettre le costume d'un véritable PGD. La nomination du Premier Ministre et du Vice-président en dira plus. Les deux devraient être de véritables techniciens ayant des compétences complémentaires. L'erreur monumentale serait de nommer un général comme premier ministre et un incompetent farfelu comme vice-président.

3. Les Burundais sont fortement fatigués et souhaitent la paix et une cohabitation pacifique. Malgré que certains entretiennent la corde sensible ethnique parce qu'ils n'ont rien à offrir au peuple burundais, leur bilan étant désastreux, les Burundais ne sont pas dupes. Ils souhaitent un véritable changement radical de la gouvernance. Le Président Evariste Ndayishimiye devrait capter et s'approprier ce souhait et bâtir sa politique sur cette véritable réalité.

4. La Diaspora burundaise, malgré qu'elle soit divisée à l'image du pays, constitue une force non négligeable qui pourrait contribuer à bâtir le Burundi tant souhaité par nos aïeux, un Burundi de lait et de miel où il fait beau vivre. Bien sûr, il faut que le Président de la République lui donne un point d'appui, les membres de la Diaspora pourraient bien soulever le Burundi. Ce n'est pas gratuit que Monseigneur NTAMWANA l'ait souligné dans son message. Les Burundais de la Diaspora sont entre 400.000 et 500.000, donc une population d'une province. Le Président Evariste Ndayishimiye devrait adresser un message fort à la Diaspora, en faisant une ouverture visible envers celle-ci.

5. Les réfugiés burundais constituent eux-aussi une force économique importante pour le pays. D'après les chiffres du HCR de fin 2019, ils étaient 122.000 en Tanzanie, 68.000 au Rwanda, 45.000 en RDC, 43.000 en Ouganda. D'autres sont au Kenya, en Ethiopie et dans les pays d'Afrique Australe, en Europe, en Australie et en Amérique du Nord. Ils souhaitent rentrer si les conditions sécuritaires sont réunies. Le démantèlement de la milice Imbonerakure ou sa réforme profonde donnera de l'espoir et un soulagement au peuple burundais.

Conclusion

Le Président Evariste Ndayishimiye a le choix entre

1. la continuité qui, malheureusement enfoncera le Burundi dans un abîme sans nom. Il aura encouragé une rébellion ou des rébellions contre son pouvoir.

2. Un changement positif, progressif et radical de la gouvernance du pays en créant des conditions de retour des réfugiés, de restauration de la confiance entre burundais, de réconciliation avec tous les pays amis et voisins sans oublier les organisations internationales, en sécurisant tous les citoyens et leurs biens, en faisant respecter les droits de l'homme et libertés politiques et publiques, sans oublier la libération de tous les prisonniers politiques. Bref, canaliser toutes les forces vives de la Nation et les énergies du peuple burundais en organisant un véritable dialogue national inclusif qui aboutirait à une plate-forme nationale de développement durable du Burundi.

Il aura marqué l'histoire du Burundi et il sera inscrit dans un registre d'or pour avoir sauvé le pays de l'abîme et réconcilié les Burundais. Mais les deux noms attendus du Premier ministre et du Vice-président seront de véritables indicateurs de son choix entre les deux scénarios.

En attendant les indicateurs après son discours du 18 juin 2020, le rêve est permis.

Bonne lecture.

Libérat NTIBASHIRAKANDI

E-mail : ntibashirakandi@yahoo.fr